

NATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE

A/34/761  
6 décembre 1979

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

Trente-quatrième session  
Points 18, 24, 25, 42, 45, 46, 55,  
114 et 122 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE  
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

QUESTION DE PALESTINE

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DECISIONS ADOPTEES  
PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE INTERNATIONALE

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

RAPPORT DU COMITE SPECIAL DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES ET DU  
RAFFERMISSEMENT DU ROLE DE L'ORGANISATION

REGLEMENT PAR DES MOYENS PACIFIQUES DES DIFFERENDS ENTRE ETATS

Lettre datée du 1er décembre 1979, adressée au Secrétaire général par  
le représentant permanent de la Roumanie auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un extrait du Rapport du Comité central concernant l'activité du parti communiste roumain dans la période entre le onzième Congrès et le douzième Congrès et les tâches d'avenir du parti, présenté par le Secrétaire général du parti communiste roumain et Président de la République socialiste de Roumanie, Nicolae Ceaucescu, au douzième Congrès du parti communiste roumain, qui a tenu ses assises à Bucarest du 19 au 23 novembre 1979, se référant à l'activité internationale du parti et de l'Etat dans la période qui s'est écoulée depuis le dernier Congrès et aux objectifs et lignes directrices de la politique future de la Roumanie sur le plan mondial.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cet extrait en tant que document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 18, 24, 25, 42, 45, 46, 55, 114 et 122 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la République  
socialiste de Roumanie auprès de  
l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Teodor MARINESCU

Extrait du Rapport du Comité Central  
du Parti Communiste Roumain, présenté  
par le Secrétaire général du Parti  
et Président de la République Social-  
liste de Roumanie, Nicolae Ceaușescu,  
au XII-ème Congrès du P.C.R. ( le 19  
novembre 1979)

L'ACTIVITE INTERNATIONALE DU PARTI ET DE L'ETAT  
ROUMAINS DANS LA PERIODE QUI S'EST ECOULEE DEPUIS  
LE DERNIER CONGRES, LES OBJECTIFS ET LES LIGNES  
DIRECTRICES DE LA POLITIQUE FUTURE DE ROUMANIE  
SUR LE PLAN MONDIAL

1. L'entière évolution de la vie politique internationale,  
les processus et les tendances nouvelles qui se mani-  
festent sur le plan mondial confirment le réalisme et  
la justesse des appréciations de notre parti, des orien-  
tations de la politique étrangère de la Roumanie .

Pendant la période écoulée depuis le XI<sup>e</sup> Congrès du parti,  
de profondes mutations sont intervenues dans la vie internationale  
et le rapport des forces. Partant de l'analyse matérialiste-dia-  
lectique et historique du développement social, on peut dire que  
dans la vie internationale se sont dessinées avec toujours plus de  
force deux tendances diamétralement opposées. D'une part, s'est  
manifestée la tendance au maintien des sphères d'influence et de  
domination, à une nouvelle redistribution de celles-ci, d'autre part,  
la tendance à mettre fin à la politique impérialiste de force et

de diktat, à la politique des sphères d'influence, à assurer l'affirmation indépendante de toutes les nations du monde, la détente et la paix.

Ont, de même, continué de s'amplifier la crise économique, pétrolière et financière, et, sur cette base, la crise sociale et politique du monde capitaliste, se sont intensifiées ou ont surgi de nouvelles contradictions entre différents Etats et groupements d'Etats, ce qui a conduit à l'aggravation des conflits existants et à l'apparition de nouveaux conflits dans différentes zones du monde, à des moments de tension et à l'accentuation de l'instabilité dans la vie internationale .

Suite à l'approfondissement de la crise économique et sociale a lieu une diminution du taux des investissements productifs, des allocations de fonds au développement de l'agriculture de pair avec l'accroissement à un rythme rapide des dépenses militaires. Dans maints Etats, l'augmentation du revenu national est inférieure au taux annuel de croissance des dépenses pour les armements. Du fait de l'inflation se produit une dégradation des conditions de vie des masses de travailleurs, le chômage augmente sans cesse alors que les revenus des monopoles et des sociétés supranationales connaissent une évolution toujours ascendante. Concluant s'avère le fait que, dans les discussions et dans les prévisions sur la situation au cours de la neuvième décennie, même les plus optimistes des économistes se montrent pessimistes quant à la possibilité de surmonter la crise économique actuelle .

Il nous faut dire ouvertement que l'augmentation dans des proportions gigantesques des dépenses militaires constitue l'une des causes les plus importantes de l'amplification de la crise

économique. La réalité, la vie démontrent que la situation où les dépenses militaires dépassent la croissance des revenus nationaux ne peut plus continuer longtemps. Dès à présent l'on peut dire que, compte tenu du taux d'inflation, dans de nombreux Etats on ne réalise pas d'élévation du niveau économique; au contraire, nous assistons même à une diminution de celui-ci. Cela étant, les décalages entre Etats s'approfondissent toujours davantage, l'indigence et la misère de centaines et de centaines de millions d'hommes de différentes zones et de différents pays du monde vont s'aggravant .

Il est évident, pour quiconque juge de façon rationnelle, que la seule solution pour sortir des grandes difficultés de la crise économique mondiale, réside dans la promotion résolue d'une politique économique fondée sur le changement radical du rapport entre les dépenses pour le développement et les dépenses pour les armements, sur l'orientation vers l'utilisation, au premier chef, du revenu national en vue d'accélérer le progrès économique-social des peuples, d'élever leur niveau de vie matérielle et spirituelle. C'est là une nécessité objective du progrès de la civilisation humaine, de la solution des graves problèmes économiques et sociaux auxquels le monde contemporain se trouve confronté.

En même temps, nous assistons ces dernières années, à l'intensification de la lutte des masses populaires, des forces progressistes contre la politique impérialiste, colonialiste et néo-colonialiste, à l'obtention de nouveaux succès dans le mouvement de libération nationale, dans la défense et la consolidation de l'indépendance des peuples. Une influence particulièrement positive sur le cours de la vie internationale est exercée par les

pays socialistes, de même que par les jeunes Etats indépendants, par les pays en développement qui se sont engagés sur la voie de l'affirmation économique et socio-politique indépendante. Un nombre toujours plus grand de peuples se prononcent en faveur du passage à l'organisation de la société sur des bases socialistes en tant que seul moyen de liquider l'exploitation et l'oppression, de réaliser les aspirations à la liberté et au bien-être, à la justice sociale et nationale. Ceci atteste la force des idées du socialisme, l'accroissement de l'influence et du prestige du socialisme au plan mondial.

De l'étude approfondie des faits et des réalités en continu changement et développement, l'on peut dégager la conclusion que la lutte entre les deux tendances diamétralement opposées de la vie internationale continuera de caractériser la situation politique dans l'arène mondiale. On est donc en droit d'affirmer que les tendances actuelles à la consolidation et au partage des zones d'influence persisteront ou même s'amplifieront .

On sait que ces derniers temps se sont multipliées les déclarations des milieux dirigeants de différents Etats relatives aux préparatifs militaires pour le maintien ou la consolidation de leur influence dans certaines parties du monde. La vie démontre que pour pouvoir exercer une politique de domination et d'oppression sont utilisées aussi bien la voie économique que la voie militaire. Sans nul doute ces deux voies constituent des dangers pour la cause de l'indépendance et de la paix et doivent être fermement rejetées par tous les peuples. Cependant, à l'heure actuelle, c'est la voie militaire qui représente le danger principal, et c'est contre celle-ci que doivent être dirigées toutes les forces afin d'assurer

l'indépendance des nations, la promotion de relations nouvelles entre Etats sur la base de la pleine égalité en droits, afin d'empêcher l'aggravation de la situation internationale, le déclenchement de nouvelles guerres, y compris d'une nouvelle guerre mondiale, et de garantir la paix.

Bien que la situation politique internationale soit assez complexe et se caractérise par de puissantes contradictions, l'on peut affirmer en toute responsabilité qu'il existe des forces qui - agissant en étroite union - peuvent prévenir la guerre, assurer une politique d'indépendance et de détente, une paix durable dans le monde.

Durant la période écoulée depuis le précédent congrès, des progrès d'une particulière importance ont été accomplis dans la politique de détente et de paix. En ce sens il convient de mentionner la Conférence sur la sécurité européenne d'Helsinki, événement d'importance historique qui a prouvé qu'il est possible d'aboutir à des accords et à des ententes dès lors que l'on part des intérêts de chaque peuple, du progrès et de la paix. De même, certains états de tension, y compris des conflits, qui se sont manifestés durant cette période, ont pu être surmontés et résolus par la voie des négociations. Ainsi a-t-il été démontré avec force que les problèmes litigieux entre Etats, si complexes qu'ils puissent être, ne peuvent être résolus autrement que par des moyens pacifiques, toute action militaire ne faisant que compliquer davantage les relations entre Etats, les rapports internationaux.

Partant de ces réalités, la conclusion logique est qu'aucun effort ne doit être épargné afin d'exclure une fois pour toutes de la vie internationale la politique de force et de diktat, l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats, la politique

des sphères d'influence, d'hégémonie, qu'il faut mettre résolument un terme à la domination impérialiste, colonialiste et néo-colonialiste, par la promotion d'une politique fondée sur le respect de l'indépendance et de la souveraineté nationales, sur la collaboration égale et mutuellement avantageuse entre Etats. L'instauration d'une politique internationale nouvelle, démocratique et équitable, l'arrêt de la course aux armements et l'orientation des ressources de tous les peuples vers le progrès économique-social, l'intensification des efforts en faveur de la détente, de la collaboration et de la paix constituent la seule alternative à l'aggravation continue de la crise mondiale, la seule voie à même d'ouvrir une perspective lumineuse de paix à l'avenir de l'humanité.

Le Parti Communiste Roumain, la République Socialiste de Roumanie s'engagent à oeuvrer - comme jusqu'à présent - de toutes leurs forces, de pair avec les pays socialistes, les pays en voie de développement et non alignés, avec tous les peuples et les forces progressistes pour une politique nouvelle, démocratique, pour la solution dans l'intérêt du progrès et de la paix de tous les problèmes complexes de la vie internationale.

2. Une politique active, conséquente, de développement des relations d'amitié et de collaboration avec les pays socialistes, avec les Etats en développement et non alignés, d'intensification de la coopération avec tous les pays du monde sans distinction de régime social

Transposant dans les faits avec persévérance les résolutions du XI<sup>e</sup> Congrès du parti, le Comité Central, le gouvernement, la République Socialiste de Roumanie ont déployé une ample activité internationale de développement des relations de collaboration

multilatérale avec tous les Etats, sans distinction de régime social. Notre pays a participé activement à la lutte au plan international pour la solution des problèmes du monde d'aujourd'hui dans l'intérêt de toutes les nations, de la détente et de la paix.

La Roumanie entretient des rapports diplomatiques et consulaires avec 134 Etats et des relations de collaboration économique avec 140 pays de tous les continents. On peut dire que notre pays a, plus que jamais, amplifié sa collaboration avec d'autres Etats, qu'il a des amis dans le monde entier, qu'il jouit d'un prestige bien mérité dans l'arène mondiale, sa politique étant appréciée et respectée en tant qu'importante contribution à la cause de l'indépendance des peuples, de la détente et de la paix dans le monde.

Le Parti Communiste Roumain, la République Socialiste de Roumanie ont situé et situent constamment au centre de leur activité le développement continu des relations d'amitié et de collaboration multilatérale avec tous les Etats socialistes, militant pour le dépassement des divergences et pour le renforcement de leur solidarité. Un grand nombre de visites, rencontres et contacts, au niveau de parti et d'Etat, y compris au sommet, ont eu lieu, contribuant à l'extension de la collaboration multilatérale de la Roumanie avec tous les Etats socialistes.

Nous accordons une importance toute particulière au resserrement des liens avec les pays socialistes voisins et nous sommes fermement résolus à tout faire, à l'avenir également, pour l'extension des rapports de bon voisinage, de collaboration et de solidarité avec ces pays.

Dans ce cadre, je mentionnerais l'importance particulière que nous attachons aux relations avec notre grande voisine, l'Union Soviétique, avec le Parti Communiste de l'Union Soviétique. Nous



développons et développerons de même les relations avec tous les autres pays socialistes d'Europe. En outre, nous oeuvrons afin d'amplifier la collaboration active avec les pays socialistes d'Asie et d'Amérique Latine, le renforcement de la solidarité avec tous ces pays constituant un facteur important de la politique internationale de la Roumanie. La Roumanie continuera d'agir avec fermeté pour le développement de la collaboration et le perfectionnement de l'activité du C.A.E.M. sur la base des principes de l'égalité et de l'avantage mutuel, en vue de l'essor toujours plus rapide de chaque économie nationale. Nous développerons, en même temps, la coopération économique avec tous les autres Etats socialistes, en vue d'accélérer l'édification de la nouvelle société, pour le bien et la prospérité de nos peuples .

D'une importance particulière, dans le cadre de la politique extérieure de la Roumanie, sont aussi la collaboration avec les pays membres du Traité de Varsovie, la coopération militaire avec ces pays pour la défense, contre une agression impérialiste, la collaboration active visant la promotion de la politique de détente et de paix. Je considère nécessaire d'affirmer également, devant le Congrès que la Roumanie socialiste agira de la manière la plus conséquente pour remplir les obligations qu'elle a assumées. De plus, même après la suppression des pactes militaires - et donc aussi du Traité de Varsovie - nous mènerons une politique de collaboration avec nos voisins, en vue de la défense contre toute agression impérialiste, comme nous continuerons également à développer la collaboration avec les armées des autres pays socialistes et avec les armées d'autres pays amis.

Compte tenu de l'existence de certaines divergences, contradictions et différences de vues entre divers pays socialistes, le Parti Communiste Roumain, la Roumanie socialiste se prononcent

fermement pour le dépassement de l'état de choses actuel, pour la réalisation de l'unité et de la solidarité des pays socialistes sur la base des principes du socialisme scientifique, de l'égalité et du respect mutuel, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de la coopération réciproquement avantageuse . Nous considérons qu'il est nécessaire que tout soit fait, par tous les pays socialistes, pour surmonter les contradictions et les divergences existantes par la voie des négociations directes entre les pays concernés. Dans ce cadre, nous saluons le commencement des entretiens soviéto-chinois, auxquels nous attachons une signification toute particulière, et nous exprimons l'espoir qu'il seront couronnés de succès et conduiront au dépassement des différends, au raffermissement de l'entente et de la collaboration dans l'intérêt des deux pays et des deux peuples, de la cause générale du socialisme, de la détente et de la paix. De même, nous estimons que les problèmes existants entre la République Populaire de Chine et la République Socialiste du Vietnam doivent être résolus uniquement par la voie des négociations, en faisant tout pour éviter de nouvelles confrontations militaires qui auraient une influence profondément négative sur les intérêts généraux du socialisme, sur la situation internationale. En général, tous les problèmes de l'Indochine doivent être résolus sur la base des négociations pacifiques, du respect de l'indépendance de chaque Etat, du droit de chaque peuple de résoudre lui-même ses problèmes, sans nulle ingérence du dehors.

Il serait particulièrement important que tous les pays socialistes s'engagent à n'entreprendre aucune sorte d'action de nature à aggraver les relations entre eux, proclamant solennellement qu'ils n'auront recours sous aucun motif et sous aucune forme aux actions militaires, à l'intervention dans les affaires intérieures

d'autres Etats. Les intérêts de chaque pays socialiste, des forces du socialisme en général, exigent que l'on agisse avec toute la fermeté en direction du développement toujours plus puissant de leur solidarité, de l'amplification de la collaboration économique, tehnico-scientifique, culturelle. Dans la situation internationale actuelle, les pays socialistes ont le devoir de haute responsabilité de prouver pratiquement qu'ils sont capables de résoudre tout problème existant entre eux par la voie des négociations, sans avoir recours à la force, dans l'esprit des principes des nouvelles relations de type socialiste. Dans les conditions internationales complexes d'aujourd'hui, cela aurait une grande importance politique, conduisant à l'accroissement du prestige des pays socialistes dans le monde entier, à l'augmentation de leur influence, de l'influence du socialisme en général.

Je propose au Congrès de confier au nouveau Comité Central le mandat d'oeuvrer sans relâche dans l'esprit du Programme du parti, dans le sens d'un développement soutenu de la coopération avec tous les pays socialistes et, en premier lieu, avec les pays socialistes voisins, pour le dépassement des divergences et le renforcement de la collaboration, de la solidarité et de l'unité des pays socialistes. Du haut de la tribune du XII<sup>e</sup> Congrès je désire assurer le Parti et le peuple tout entier que nous n'épargnerons aucun effort pour traduire dans les faits la politique de collaboration avec les pays socialistes et les partis communistes frères. J'assure, de même, tous les pays socialistes et les partis communistes frères que nous militerons sans relâche pour l'unité des partis et des Etats socialistes, pour le progrès et la prospérité de tous les peuples qui édifient la nouvelle société, pour la cause générale

du socialisme, de la détente et de la paix dans le monde.

Traduisant dans les faits, avec esprit de suite, les principes de la politique extérieure de la Roumanie, notre parti et notre Etat ont, durant la période écoulée depuis le XI<sup>e</sup> Congrès, largement étendu leurs relations avec les pays en voie de développement; la Roumanie est devenue membre du "Groupe des 77", intensifiant la solidarité et la coopération avec les pays de ce groupe dans la lutte pour la liquidation du sous-développement et la réalisation d'un nouvel ordre économique international. Durant cette période ont été intensifiés les échanges de délégations, y compris au sommet, de la Roumanie avec ces pays, ont été conclus d'importants accords de collaboration, aux plans politique, économique, culturel et technico-scientifique, ainsi que de coopération dans l'arène internationale. Nous situons nos rapports avec ces pays dans le contexte de notre politique générale anti-impérialiste et anticolonialiste, d'affirmation libre, indépendante et prospère de tous les peuples .

Durant cette période se sont fortement développées la collaboration et la solidarité avec les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, tant au plan bilatéral que dans l'arène internationale. Ces dernières années surtout se sont étendues les relations de collaboration économique et de coopération dans la production avec nombre de ces pays, dans l'intérêt du progrès de nos peuples.

Comme je l'ai déjà montré à d'autres occasions, nous considérons que le meilleur moyen d'aider les pays en voie de développement réside dans la promotion d'une large coopération économique et dans la production. La valeur des échanges commerciaux, de la collaboration et de la coopération avec les pays en voie de développement - dans les domaines de l'industrie, de l'agriculture, de la

science et de la technique, ainsi que dans d'autres secteurs d'intérêt commun - s'est accrue chaque année. Une forme importante d'appui aux Etats en voie de développement en ce qui concerne la formation de cadres nationaux réside dans la formation, dans notre pays, d'environ 15.000 jeunes de ces pays; en outre, plus de 15.000 spécialistes roumains travaillent dans ces pays, leur apportant ainsi une assistance technique, y compris dans le domaine de la formation des cadres. La Roumanie continuera d'intensifier, à l'avenir également, la collaboration et la solidarité avec ces Etats dans leur lutte pour leur développement économique-social indépendant, pour le droit de chaque peuple d'être maître de son sort, de se développer librement.

En même temps, partant de la réalité de la division du monde en pays aux systèmes sociaux différents, et consciente que cette situation persistera encore longtemps, la Roumanie, agissant dans l'esprit de la coexistence pacifique, élargira ses rapports économiques, technico-scientifiques et culturels avec les pays capitalistes développés, avec tous les Etats du monde, sans distinction de leur régime social, participant assidûment à la division internationale du travail, à l'échange mondial de valeurs. Dans cet esprit, nous avons développé et développons des rapports économiques multilatéraux avec les pays du Marché Commun, nous avons amplifié la collaboration avec les pays non alignés et neutres d'Europe, nous avons continué de développer les relations de la Roumanie avec les pays d'Amérique du Nord et d'Amérique Centrale, avec les autres pays capitalistes développés.

Notre pays fonde résolument ses rapports avec tous les Etats sur les principes de la pleine égalité en droits, du respect de l'indépendance et de la souveraineté nationales, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de la renonciation à la force

et à la menace d'en faire usage - principes largement reconnus dans l'arène mondiale comme étant les seuls sur la base desquels peuvent être développés une collaboration fructueuse entre les nations, un climat de paix et de sécurité internationale. Nous sommes décidés d'agir, à l'avenir également, le plus fermement possible, afin que ces principes soient largement promus dans les relations entre tous les États du monde.

Du haut de la tribune du Congrès, au nom de notre peuple tout entier, je donne l'assurance que la Roumanie fera tout pour amplifier continuellement ses rapports politiques, économiques, technico-scientifiques et dans d'autres domaines, avec tous les pays, quel que soit leur régime social, ayant la conviction que cela répond tant aux intérêts du progrès économique et social multilatéral de notre peuple qu'au progrès des autres peuples, à la cause générale du progrès et de la paix dans le monde entier.

3. L'accomplissement de la sécurité et de la paix en Europe - un objectif de la plus grande importance de notre politique étrangère

L'un des objectifs de la plus haute importance de notre politique extérieure consiste dans la réalisation de la sécurité et de la paix en Europe, continent qui a vu éclater deux guerres mondiales et où il y a la plus grande densité d'armements et de troupes, ainsi que les deux blocs militaires opposés.

Durant la période écoulée depuis le XI<sup>e</sup> Congrès, la vie sur notre continent a été marquée par des événements d'une importance toute particulière et, en premier lieu - comme je le disais tout à l'heure - par la Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération. Malheureusement, trop peu a été fait pour traduire dans les faits, en tant qu'ensemble unitaire, les documents adoptés.

La réunion de Belgrade, tenue en 1977, et dont tel était l'objectif, s'est soldée par des résultats insatisfaisants. Voilà pourquoi tout doit être fait pour préparer sérieusement la prochaine réunion de Madrid, en 1980, afin que celle-ci puisse répondre pleinement aux attentes des peuples, stimuler puissamment le renforcement de la collaboration et de la sécurité sur le continent.

Selon notre parti et notre Etat, il est nécessaire que soient intensifiés les efforts en direction du développement d'une collaboration large et sans entraves entre tous les pays européens et écartées les pratiques et les barrières discriminatoires qui continuent d'affecter la coopération intereuropéenne. Il importe également que soient élargies les actions visant le développement des relations dans le domaine de l'enseignement et de la science, l'extension des échanges culturels et artistiques - sur les plans de la littérature, du théâtre, de la musique, des arts plastiques, du mouvement artistique d'amateurs - extension pouvant contribuer à une meilleure connaissance entre les nations, au rapprochement des peuples de notre continent, à l'instauration d'un climat d'estime et d'appréciation mutuelles.

Nous considérons qu'il convient d'agir avec plus de fermeté contre les facteurs négatifs qui continuent d'exister dans la vie du continent, contre les forces qui s'opposent au cours vers la détente, contre les mouvements fascistes, réactionnaires, national-chauvins, irrédentistes, qui tentent de semer la discorde et la méfiance entre les peuples, de dresser des obstacles sur la voie de la collaboration et de l'entente en Europe et dans le monde entier. A cet effet, il s'avère nécessaire que tous les Etats participants à la conférence générale européenne d'Helsinki assument résolument l'obligation de ne pas admettre qu'aient lieu sur leur territoire des agissements contre un Etat ou contre d'autres Etats,

y compris par le truchement des mass media. Que tout soit fait pour une information correcte de l'opinion publique sur la situation dans chaque pays, en tant que condition requise pour le développement de la confiance et de l'amitié entre les nations. Il importe d'empêcher toute propagande qui incite à la violence et à la guerre, de promouvoir un climat de détente, d'amitié et de coopération entre les nations .

Une attention particulière doit être accordée aux questions d'ordre militaire en Europe, à la lutte pour le désengagement militaire et le désarmement sur notre continent. Pour pouvoir réaliser une sécurité réelle, il est nécessaire d'agir pour le retrait des troupes implantées en territoire étranger à l'intérieur de leurs frontières nationales, ainsi que pour la réduction des effectifs armés et des armements de chaque Etat, pour la diminution des dépenses militaires. Nous considérons qu'il serait extrêmement utile, à cet effet, d'organiser une conférence spéciale sur le désarmement en Europe, et de conclure un pacte général de renonciation à la force et à la menace d'en faire usage, de non-utilisation des armes nucléaires et conventionnelles. Cela revêtirait une grande signification politique, en démontrant la possibilité d'aboutir à des ententes concrètes en vue de la réalisation de l'aspiration des peuples de vivre dans un monde de la paix et de la sécurité.

Nous apprécions la décision de l'Union Soviétique de retirer unilatéralement du territoire de la République Démocratique Allemande un certain nombre de militaires et une certaine quantité de technique de combat comme une mesure positive, conforme aux intérêts et aux exigences majeures de la cause de la sécurité en Europe et dans le monde entier. Nous exprimons l'espoir que les



pays de l'O.T.A.N. répondront d'une manière positive à la proposition des Etats socialistes de ne plus implanter d'armes nucléaires sur le continent européen et de passer effectivement, de commun accord, à la réduction des armements .

Il ne fait aucun doute qu'il est nécessaire qu'avant la réalisation totale du désarmement soit assuré un équilibre des forces tant en Europe qu'au plan général, tel qu'il ne puisse mettre en danger la sécurité d'aucune partie. Mais cet équilibre ne peut et ne doit être réalisé par l'implantation de nouvelles troupes et de nouvelles armes, ni par l'accélération de la course aux armements, mais, au contraire, par le retrait et la diminution des forces armées, par la réduction des armements, par l'arrêt de la course aux armements.

Avec les autres pays socialistes, la Roumanie s'est prononcée et se prononce résolument pour la liquidation concomitante des blocs militaires en Europe - aussi bien de l'O.T.A.N. que du Traité de Varsovie.

Nous considérons que pour avancer réellement sur la voie de la diminution et de la liquidation des blocs, il faut que nul autre Etat n'adhère à ces pactes militaires.

Ce n'est que par des mesures résolues de désengagement militaire et de désarmement que l'on peut assurer la transformation de la détente en un processus irréversible, conférer à la sécurité européenne un contenu réel.

Pour la solution des problèmes de la sécurité européenne, nous estimons qu'il serait nécessaire de trouver une forme adéquate d'organisation assurant la permanence des contacts entre Etats. Il serait en outre particulièrement important que la prochaine réunion de Madrid, en 1980, se déroule au niveau des ministres

des affaires étrangères et que l'on convienne en même temps d'organiser avant 1984 une nouvelle conférence sur la sécurité européenne au niveau des chefs d'Etats et de gouvernements.

Dans le contexte des préoccupations pour la sécurité sur le continent européen, la Roumanie attache une grande importance au développement des relations de bon voisinage et de bonne collaboration avec les pays des Balkans, oeuvre au renforcement de la confiance et de la coopération dans cette région, milite pour l'adoption de mesures à même de transformer les Balkans en une zone de la paix, sans armes nucléaires.

Du haut de la tribune du Congrès, nous affirmons à nouveau la ferme résolution de la Roumanie de n'épargner aucun effort pour faire triompher la cause de la sécurité, de la détente et de la paix sur notre continent, pour l'instauration en Europe d'un climat de parfaite entente et coopération entre Etats. Nous assurons tous les Etats participants à la Conférence d'Helsinki que la Roumanie militera comme jusqu'à présent avec toute la détermination requise pour que soient traduits dans les faits tous les principes inscrits dans le document commun sur lequel elle a apposé sa signature. Nous adressons un appel solennel aux gouvernements et aux peuples d'Europe d'agir avec fermeté en faveur de la sécurité et de la paix de notre continent, afin d'assurer aux générations futures un monde de la collaboration, de la confiance et de l'amitié.

4. La nécessité du règlement des problèmes litigieux exclusivement par la voie des négociations, la position ferme de la Roumanie sur la liquidation par cette voie de tous les conflits et états conflictuels qui existent encore dans différentes régions du monde

Comme je l'ai déjà dit, notre parti et notre Etat se prononcent sans relâche pour la solution de tout problème litigieux entre Etats uniquement par la voie des négociations. Dans la

situation internationale actuelle, dans le contexte de l'existence de problèmes particulièrement complexes, tout conflit ne peut qu'engendrer la tension dans l'atmosphère politique générale, constituer un grave péril aussi bien pour les peuples vivant dans les zones respectives que pour la paix et la sécurité mondiales. Il faut donc tout faire pour que tout conflit soit résolu uniquement par la voie des négociations, pour que soit évité le déclenchement de nouveaux conflits, pour normaliser les relations entre tous les Etats.

Il est nécessaire que l'on respecte les normes du droit international unanimement reconnues, que l'on fasse preuve de modération dans le règlement de divers problèmes, que l'on ne fasse recours à aucune action qui puisse aggraver la situation internationale.

Nous considérons qu'il faut tout faire pour régler tout conflit uniquement par la voie des négociations, pour en éviter d'autres, nouveaux, pour normaliser les relations entre Etats, sans égard aux problèmes et aux différences existant entre eux, à leurs options socio-politiques. Dans l'esprit de la responsabilité envers chaque peuple, envers la paix et la civilisation, envers l'humanité, il s'impose que l'on fasse tout pour garantir la collaboration et le développement des relations entre tous les peuples.

La Roumanie est profondément préoccupée par la situation au Moyen-Orient qui peut à tout moment devenir une source de graves menaces pour la paix, non seulement dans cette zone mais aussi dans le monde entier. Comme on le sait, dès le déclenchement de ce conflit, notre pays s'est prononcé pour une solution politique, pour l'établissement d'une paix globale qui conduise au retrait d'Israël des territoires arabes occupés à la suite de la guerre de 1967, à

la réalisation des droits du peuple palestinien à l'autodétermination - y compris la constitution d'un Etat propre, indépendant - à la garantie de l'indépendance et de la souveraineté de tous les Etats de cette zone. Nous avons à d'autres occasions également exposé que sans la solution du problème du peuple palestinien, sur la base du droit à l'autodétermination et à la constitution d'un Etat indépendant, la paix au Moyen-Orient ne saurait devenir réalité. Selon nous, l'Organisation des Nations Unies doit jouer un rôle plus actif dans la solution de ce conflit. D'une importance particulière serait l'organisation, sous l'égide de l'ONU d'une conférence internationale avec la participation de tous les intéressés, y compris de l'Organisation de Libération de la Palestine, ainsi que des deux coprésidents de la Conférence de Genève - l'URSS et les USA.

De même, il s'impose qu'on mette fin à la situation particulièrement inquiétante existant au Liban, en assurant l'intégrité et l'indépendance de ce pays.

En général, notre pays milite activement pour la solution pacifique de tous les problèmes laissés en héritage par la longue domination coloniale en Afrique, en Asie et dans d'autres régions du monde.

5. Le désarmement général et, en premier lieu, le désarmement nucléaire - impératif vital pour le progrès et la vie de l'humanité

La réalisation du désarmement général et en premier lieu du désarmement nucléaire acquiert une importance fondamentale pour le progrès et pour le développement de l'humanité, pour l'existence même de la civilisation humaine. L'intensification de la course aux armements, l'accroissement gigantesque des dépenses militaires -

lesquelles ont atteint cette année le chiffre-record de 425 milliards de dollars - constituent un fardeau toujours plus lourd pour tous les peuples du monde, représentent un grave danger pour la sécurité et pour la paix mondiales. On estime que l'arsenal d'armes et d'armements - notamment nucléaires - accumulés dans le monde, est capable d'anéantir plusieurs fois l'humanité. On peut, donc, se poser la question: "Que restera-t-il, dans ces conditions, de la civilisation humaine, après une guerre nucléaire ?" .

Face à cette réalité et à ces perspectives, il est évident qu'aucun peuple ne peut se tenir à l'écart, rester en dehors de la lutte pour le désarmement et la paix.

En fait, à l'heure actuelle, il n'existe que deux voies, deux politiques possibles : soit continuer la course aux armements avec ses conséquences néfastes, soit passer résolument à la réalisation du désarmement et de la paix. Les intérêts de chaque peuple, du développement de la civilisation de l'humanité tout entière exigent que tout soit fait pour le rejet résolu de la politique des armements et pour la promotion conséquente de la politique de désarmement et de paix. La tâche primordiale de notre époque réside dans l'arrêt immédiat de la course aux armements ! La responsabilité envers nos propres peuples, envers la paix et la vie de toute l'humanité exige de la part des dirigeants des Etats, des gouvernements, des forces politiques réalistes du monde entier, de l'opinion publique mondiale qu'ils agissent avec toute la fermeté requise dans ce sens ! Tous les pays, tous les peuples doivent dire résolument NON à la course aux armements, doivent faire tout leur possible pour que l'on passe à la réduction des dépenses militaires et au désarmement .

Nous considérons qu'il est de la plus haute importance que l'on agisse afin que les dépenses militaires soient réduites d'au

moins 10 % jusqu'en 1985. Des sommes ainsi économisées, 50 % pourraient être allouées à la satisfaction des besoins sociaux dans chaque pays et 50 % aller à l'aide des pays en voie de développement ,

Comme on le sait, notre pays a pris certaines mesures concrètes dans cette direction, réduisant les dépenses militaires inscrites aux budgets pour les années 1979 et 1980 en faveur de l'augmentation des allocations familiales. Cette décision de la Roumanie a eu, on le sait, un puissant écho international et a été appréciée comme une initiative destinée à stimuler la préoccupation pour la réduction des dépenses militaires.

La Roumanie a présenté à l'Organisation des Nations Unies et dans d'autres forums internationaux des propositions concrètes en faveur du désarmement. Certes, nous sommes conscients que le désarmement est un processus complexe et à long terme. Par conséquent, nous estimons qu'il serait très important de passer à l'adoption de mesures partielles, telles le démantèlement des bases militaires étrangères, le retrait de toutes les troupes et de tous les armements à l'intérieur des frontières nationales, la réduction graduelle des armées nationales, la suppression des blocs militaires. De telles mesures conduiraient au raffermissement de la confiance entre Etats et permettraient de passer au désarmement général et total.

Même si d'aucuns considèrent les mesures de réduction partielle comme étant démonstratives et symboliques il me faut déclarer que nous préférons toute mesure, si petite qu'elle soit, même symbolique, de désarmement, de réduction des armements - à la place des grandes mesures d'armement. Nous voudrions que tous adoptent, chaque mois - s'il est possible, chaque jour, des mesures

symboliques de réduction des armements et qu'ils renoncent à des mesures d'armement .

La session spéciale de l'Organisation des Nations Unies consacrée aux problèmes du désarmement a mis en place une structure plus démocratique pour débattre et résoudre ce problème. En ce moment, l'essentiel est d'utiliser ce cadre ainsi que les autres organismes existants, et de passer effectivement à des mesures pratiques de désarmement. Nous apprécions qu'il existe à présent des conditions internationales favorables pour la réalisation d'actions concrètes en ce sens. Le moment est venu pour tous les peuples d'agir fermement afin que ces possibilités soient transformées en réalité.

La Roumanie considère la conclusion de l'Accord SALT II entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis d'Amérique comme un facteur positif en direction de l'accroissement de la confiance et de la création de conditions qui permettent d'aborder à l'avenir des questions de fond du désarmement. Nous estimons que dans les conditions actuelles, d'une importance décisive seraient l'arrêt de la production d'armements nucléaires et d'autres moyens de destruction massive, la passage effectif au désarmement nucléaire sous un contrôle international rigoureux, dans le cadre et sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies.

En tant que pays socialiste, qui fonde toute sa politique sur les idéaux de la paix et du progrès, la Roumanie militera de la manière la plus ferme à l'avenir également, pour l'instauration d'un monde sans armes et sans guerres, d'un monde de la sécurité et de la collaboration sur toute la planète! Du haut de la tribune du Congrès, nous adressons à tous les peuples du monde, aux parlements et aux gouvernements des Etats, aux partis politiques, aux forces démocratiques du monde entier, à l'opinion publique mondiale,

un appel à agir fermement, inlassablement, pour que l'on passe à la réalisation du desideratum suprême de l'humanité - le désarmement!

Faisons tout pour que les immenses ressources matérielles et humaines qui sont aujourd'hui dissipées pour les armements, pour la création de moyens de destruction massive et pour la guerre soient mises uniquement au service de la paix et du bien-être des peuples, de leur indépendance et de leur bonheur.

6. L'éradication du sous-développement et l'instauration du nouvel ordre économique, le renforcement du rôle de l'ONU et la participation, dans des conditions de pleine égalité, de tous les pays à la solution des problèmes complexes du monde actuel - exigences de premier ordre du progrès et de la paix à notre époque .

L'un des plus graves problèmes encore en suspens dans le monde d'aujourd'hui est celui de la perpétuation de l'état de sous-développement dans lequel se trouve une grande partie de l'humanité suite à l'ancienne politique impérialiste et colonialiste, qui a conduit à la division du monde en pays pauvres et en pays riches. De la liquidation du sous-développement dépend directement l'instauration de relations de confiance, de collaboration et de paix dans le monde. Malheureusement, il nous faut constater que l'on a fait pratiquement fort peu de chose dans cette direction. Ni "la décennie du développement", ni les négociations Nord-Sud n'ont abouti aux résultats escomptés. La réalité révèle la tendance des pays capitalistes industrialisés à résoudre les problèmes engendrés par la crise économique actuelle aux dépens des pays pauvres, des larges masses populaires. Les résultats insatisfaisants de la Conférence tenue cette année à Manille ont démontré que les pays riches ne manifestent pas la compréhension nécessaire à l'égard des problèmes si



brûlants qui préoccupent les pays en voie de développement.

Voilà pourquoi nous considérons nécessaire que l'on passe résolument à l'instauration du nouvel ordre économique international en tant que partie intégrante de la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme. Comme je l'ai déjà montré en d'autres occasions également, le nouvel ordre économique doit asseoir les relations entre tous les États sur des principes d'égalité et d'équité, assurer aux pays faiblement développés et en voie de développement l'accès aux technologies modernes, aux conquêtes de la science contemporaine, favoriser leur progrès rapide et multilatéral et en même temps créer des conditions favorables à une évolution équilibrée de toutes les zones du monde, de l'économie mondiale. Il est évident qu'un rôle important, dans la liquidation du sous-développement revient aux peuples concernés ainsi qu'au renforcement de la solidarité et de la collaboration entre ces peuples. En outre, la Roumanie estime qu'en ce qui concerne l'aide aux pays en retard, une responsabilité importante incombe aux États développés qui, comme on le sait, ont assuré leur propre progrès grâce, aussi, à l'exploitation coloniale d'autres peuples. Il importe également de passer d'urgence à l'établissement de justes rapports entre les prix des matières premières et ceux des produits industrialisés, entre les coûts des combustibles et de l'énergie et ceux des autres produits et d'assurer l'accès de tous les pays, dans des conditions équitables, aux matières premières et aux sources d'énergie .

Partant de la nécessité de renforcer l'unité d'action des pays en voie de développement afin de promouvoir leurs intérêts vitaux, la Roumanie considère qu'il est de la plus haute importance que soit créé un organisme permanent de ces derniers - qui, bien

entendu, ne réclamerait pas de frais particuliers - pour traiter avec les pays développés de manière organisée et sur un pied de totale égalité, sur la base d'une plate-forme commune. Le problème du sous-développement et de l'instauration du nouvel ordre doit faire l'objet de négociations auxquelles devront participer les pays en voie de développement, les pays capitalistes développés ainsi que les pays socialistes, pour élaborer ensemble un programme concret, qui soit soumis à la session spéciale de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies de 1980. Nous considérons qu'il convient d'accorder une attention particulière à la préparation de cette session dans les meilleures conditions.

L'humanité, les peuples ne pourront plus supporter l'approfondissement continu des décalages, la concentration, dans le monde, de la richesse, à un pôle et, à l'autre, de la misère et de la pauvreté. La paix et la collaboration ne peuvent être réalisées sans la liquidation du sous-développement, sans l'instauration du nouvel ordre économique international.

La Roumanie adresse de nouveau à tous les pays du monde un appel solennel à unir leurs efforts et à coopérer toujours plus étroitement, dans une atmosphère d'entente et de collaboration, pour que prenne fin le plus tôt possible l'état de sous-développement, pour que soit ouverte devant tous les peuples la perspective du progrès économique et social accéléré, du bien-être et du bonheur.

La Roumanie, le Parti Communiste Roumain s'attachent à promouvoir une politique résolue de solidarité active avec les peuples qui luttent pour conquérir leur droit à une vie libre et indépendante, pour abolir toute forme de domination colonialiste et néo-colonialiste. En ce sens, notre peuple accorde tout son appui aux mouvements de libération de Namibie et du Zimbabwe pour qu'ils

conquièrent leur pleine indépendance nationale, et manifeste son entière solidarité avec la lutte de la population d'Afrique du Sud contre la politique raciste et d'apartheid. La Roumanie a été et sera toujours un supporter et un ami à toute épreuve de tous les peuples qui luttent pour leur libre développement, pour la défense et le renforcement de leur indépendance nationale.

La Roumanie apprécie hautement le rôle des pays non alignés, qui représentent la grande majorité du monde, dans la vie internationale, dans la lutte contre la vieille politique de domination et d'oppression, pour la liquidation de la politique des blocs et des zones d'influence et pour la promotion de relations nouvelles. Ainsi que l'ont démontré les travaux de la Conférence de la Havane, les pays non alignés peuvent apporter une contribution importante et positive à la solution constructive des problèmes internationaux complexes. Certes, du groupe des pays non alignés font partie des Etats ayant des régimes sociaux différents - mais cela ne doit pas empêcher qu'ils collaborent et coopèrent étroitement. Bien au contraire, la force du mouvement des non-alignés réside justement dans la possibilité pour ces Etats d'agir, passant outre à tout ce qui peut les séparer, respectant mutuellement leurs options et leurs voies de développement, en faveur d'une politique nouvelle et démocratique dans le monde. La Roumanie, qui participe en qualité d'invitée à l'activité du mouvement des non-alignés continuera de développer, à l'avenir également, sa collaboration et sa coopération actives avec ces pays pour la cause de la détente et de la paix.

La solution des problèmes graves et complexes de la vie internationale exige l'intensification des efforts pour la démocratisation des relations entre Etats et la participation active de tous les pays, sur un pied de totale égalité, à la vie interna-

tionale. Certes, nous reconnaissons le rôle des pays grands et très grands, mais aujourd'hui aucun problème ne peut être résolu par quelques États seulement. C'est pourquoi nous considérons qu'il est très important d'assurer la participation active, sur un pied d'égalité absolue, à la solution des problèmes, des pays petits et moyens, des pays en voie de développement, des pays non-alignés, sans distinction de régime social, car ils sont la grande majorité dans le monde et - comme la vie nous l'a montré plus d'une fois - les premiers à subir les conséquences de la tension internationale. La Roumanie continuera à l'avenir également de coopérer avec tous ces pays pour l'assainissement du climat politique international, pour une politique d'indépendance, de sécurité et de paix.

Nous attachons une grande importance à l'Organisation des Nations Unies - le forum mondial le plus représentatif - appelé à assurer la participation de tous les États à la discussion et à la solution des grands problèmes contemporains. Pour cette raison, nous considérons qu'il est nécessaire de tout mettre en oeuvre pour perfectionner l'activité de l'Organisation des Nations Unies, pour sa démocratisation continue, pour l'accroissement de son rôle et de sa contribution à la vie internationale. La Roumanie participera intensément à l'activité de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes internationaux.

On sait qu'à la session actuelle de l'Organisation des Nations Unies la Roumanie a présenté une nouvelle initiative concrète visant le règlement pacifique des différends entre États ainsi que la création d'une commission permanente de bons offices et de conciliation auprès de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

Notre pays continuera de participer activement à la vie internationale et de militer avec toute son énergie, de concert avec les autres pays épris de paix, pour la solution constructive des problèmes auxquels se trouve confrontée l'humanité contemporaine, pour la création d'un monde meilleur et plus juste sur notre planète.

7. Le renforcement de la collaboration et de la solidarité du Parti Communiste Roumain avec tous les partis communistes, avec les partis socialistes et démocratiques, avec les mouvements de libération, avec les forces anti-impérialistes de partout, dans la lutte pour des transformations progressistes, démocratiques dans la société, pour le progrès social et la paix dans le monde

Durant la période écoulée depuis le XI<sup>e</sup> Congrès, notre parti a largement développé la collaboration et la solidarité avec les partis communistes et ouvriers. De nombreux contacts et rencontres à tous les échelons ont eu lieu avec ces partis, l'échange mutuel d'expérience a pris de l'ampleur. Nous estimons que le renforcement continu de la solidarité des partis communistes constitue une exigence essentielle de la lutte pour le progrès et un facteur important du développement contemporain. Dans de nombreux pays, les partis communistes et ouvriers ont remporté des succès importants dans leur activité révolutionnaire, leur influence au sein des masses s'est renforcée et s'est accrue, ces partis s'imposant toujours plus puissamment en tant que promoteurs des intérêts fondamentaux des travailleurs. De même, ils jouent un rôle toujours plus significatif dans l'arène internationale où ils s'affirment comme les principales forces de la démocratie, du progrès et de la paix.

On sait qu'à notre époque les partis communistes et ouvriers déploient leur activité dans des conditions économiques, sociales et historiques extrêmement différentes selon les pays et sont constamment confrontés à de nombreux problèmes spécifiques et nouveaux. Cette situation exige de la part de chaque parti qu'il élabore en toute indépendance sa ligne politique, sa stratégie et tactique révolutionnaires, conformément aux réalités de son pays, pour trouver les solutions adéquates en vue de la transformation révolutionnaire de la société. On sait que la théorie scientifique du socialisme se développe suite aux changements qui ont lieu dans la vie sociale, au développement des forces productives, de la connaissance scientifique, et qu'elle s'enrichit des nouvelles conclusions de la pratique révolutionnaire, de l'activité déployée par chaque parti. La vie a démontré et démontre que l'une des conditions essentielles du succès de la lutte de chaque parti est qu'il se guide fermement selon la conception du matérialisme dialectique et historique, selon le socialisme scientifique et la pensée des classiques du marxisme-léninisme. De plus, il nous faut comprendre que nous vivons à une époque historique différente et que cela réclame une approche nouvelle des problèmes fondamentaux du développement social. Il est donc naturel qu'apparaisse une série de différences de vues concernant certains problèmes, des interprétations différentes de certaines réalités de la vie contemporaine en perpétuel changement. La cause de l'unité exige cependant que les différences d'opinions soient débattues dans un esprit de principe, dans un climat d'estime et de compréhension mutuelles, sur la base de la pleine égalité et de l'autonomie de chaque parti, de sorte que les controverses ne portent aucun préjudice à la collaboration et à l'amitié entre les partis. Dans ces conditions, la réalisation de la solidarité et de l'unité

de type nouveau entre les partis communistes revêt une importance particulière pour le déroulement avec succès de la lutte révolutionnaire, pour la cause du progrès social, de la politique d'indépendance, de détente et de paix.

Notre parti a amplifié ses relations avec les partis socialistes, sociaux-démocrates, avec toutes les organisations ouvrières, démocratiques, anti-impérialistes, estimant que cela est d'une importance essentielle pour le développement de la vie internationale sur une voie nouvelle, démocratique. De même, notre parti a renforcé et continuera de renforcer ses rapports de solidarité et de collaboration avec les mouvements de libération nationale, avec les partis de gouvernement des pays en voie de développement, avec d'autres partis démocratiques, avec des organisations progressistes, révolutionnaires du monde entier. Nous partons de cette réalité que l'affermissement de la solidarité et de la collaboration entre ces forces est un impératif de notre temps, la condition sine qua non de l'édification d'un monde de la justice sociale et nationale, de l'indépendance et du bien-être de chaque nation.

Les masses populaires de tous les pays jouent un rôle décisif dans la détermination du cours du développement de l'humanité contemporaine en tant que véritables artisans de l'histoire. Il ne fait aucun doute que, agissant étroitement unis, les masses populaires les forces sociales progressistes, les peuples du monde entier pourront assurer l'évolution de la vie internationale sur la juste voie - celle de la détente, de l'indépendance, de la paix ! L'ardent appel révolutionnaire lancé par Marx et Engels il y a près d'un siècle et demi : " Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! " est plus actuel que jamais. Toutefois, dans les nouvelles conditions historiques il devrait être complété de cet appel : "Ouvriers,

paysans, intellectuels, forces progressistes, anti-impérialistes du monde entier, peuples de tous les pays, unissez-vous dans la lutte pour le progrès et la paix, pour la liquidation de l'impérialisme et du colonialisme, pour la liberté nationale et sociale, pour le développement libre, indépendant! Agissez fermement pour la collaboration, la détente, la sécurité, pour un monde meilleur et plus juste sur notre planète, pour la paix ! " .

Je désire affirmer une fois de plus, avec force, du haut de la tribune du XII<sup>e</sup> Congrès, que le Parti Communiste Roumain agira à l'avenir également avec toute la fermeté requise pour développer ses relations avec tous les partis communistes et ouvriers, avec toutes les forces révolutionnaires, démocratiques et progressistes, qu'il remplira résolument son rôle de détachement révolutionnaire dans la lutte pour une politique nouvelle, de progrès, de paix et de détente, de sécurité et de désarmement, de liquidation du sous-développement et de réalisation du nouvel ordre international, de large collaboration entre toutes les nations du monde .

-----